

Communiqué de presse
11 mars 2020

Exposition et plaques de rue vandalisées : des actes qui en disent long sur le chemin encore à parcourir

En pleine édition de la *Semaine de l'égalité* en Ville de Genève et alors que les femmes se mobilisaient hier pour la Journée internationale des droits des femmes, l'exposition dédiée aux 60 ans du droit de vote et d'éligibilité des Genevoises, visible depuis 10 jours dans le Parc des Bastions, a été vandalisée. En outre, depuis l'annonce de la volonté du Conseil administratif de féminiser 16 noms de rue, un tiers des plaques du projet 100Elles* a été arraché. La Ville va déposer plainte et condamne fermement ces actes, qui démontrent clairement le chemin qu'il reste encore à parcourir et la nécessité de continuer à lutter contre les discriminations.

Le 6 mars 1960 est une date clé de notre histoire. Après plusieurs décennies de lutte, les Genevoises obtenaient en effet le droit de vote et d'éligibilité. L'acquisition des droits politiques a-t-elle pour autant fait d'elles des citoyennes à part entière, bénéficiant des mêmes droits, des mêmes opportunités et de la même reconnaissance que les hommes ? 60 ans après, au moment où la Ville de Genève célèbre cet anniversaire à travers une exposition mise sur pied en collaboration avec la République et canton de Genève, la réponse est clairement négative.

Des tags discriminants

Au vu des tags réalisés entre le 6 et le 8 mars 2020 sur les panneaux montrant des affiches appelant à voter « oui » au droit de vote des femmes, le constat est sans appel : le chemin vers l'égalité est encore long. Alors que l'exposition met en lumière, en filigrane, la ténacité des obstacles qui empêchent les femmes d'être considérées comme des citoyennes à part entière, les stéréotypes que véhiculent ces affiches, si caricaturaux qu'ils puissent paraître, continuent d'exister. Pour la Maire Sandrine Salerno, à l'origine de ce projet, « ce genre de déprédation symbolise toute la difficulté qu'ont les femmes à être traitées de manière égale aux hommes et à être visibles dans l'espace public ». Pour la Conseillère d'État Nathalie Fontanet, en charge notamment du Bureau de promotion de l'égalité et de prévention des violences, « il est particulièrement regrettable que certaines personnes remettent en cause des droits acquis. Cela prouve la nécessité de célébrer ces anniversaires et de rappeler que les droits politiques des femmes sont très récents. »

D'autres actes de vandalisme

Les bandes arc-en-ciel collées devant une dizaine de passages piétons pour célébrer la Pride (Marche des fiertés) l'été passé ont été arrachées dans les mois qui ont suivi leur pose. Le 20 février dernier, la Ville a annoncé le dépôt d'un dossier à la Commission cantonale de nomenclature (CCN) pour changer la dénomination de 16 rues, places, parcs et chemins sur le territoire municipal. Depuis, les plaques de rue violettes apposées par l'association L'Escouade dans le cadre du projet 100Elles* (www.100elles.ch), visant à donner une plus grande visibilité aux femmes dans l'espace public, ont fait l'objet de déprédation. En effet, alors que seules 5 plaques de rue ont disparu entre mars et décembre 2019, une trentaine a

été arrachée en moins d'un mois. Au vu de ces différents éléments, la Ville de Genève va déposer une plainte pénale contre inconnu-e-s pour dommages à la propriété afin de dénoncer les inscriptions rédigées sur les affiches de l'exposition des Bastions.

Les défis demeurent

Les actions symboliques entreprises par la Ville de Genève et ses partenaires font partie d'une politique de promotion de l'égalité, lancée il y a 13 ans et qui s'articule de manière cohérente entre actions de sensibilisation, soutien aux associations, travail sur l'égalité professionnelle au sein de l'administration et réflexion sur l'intégration des enjeux d'égalité de manière transversale dans toutes les prestations municipales. La Ville s'engage ainsi pour une société durable, dans laquelle chacune et chacun peut vivre et se réaliser sans discrimination, quel que soit son genre, son origine, son orientation sexuelle ou son identité de genre. Elle souhaite aussi donner aux générations futures des modèles plus diversifiés.

Contact médias :

Anne Bonvin Bonfanti
Département des finances et du logement
022 418 22 43 ou 079 594 14 92
anne.bonvin-bonfanti@ville-ge.ch